mérique au contraire voit se développer son industrie des soies au point d'inquiéter Lyon, et ce développement elle le doit aux droits exorbitants qui frappent à l'entrée les soies de Lyon.

Il y a une chose que je ne puis laisser passer avant de quitter cette tribune.

Cette convention de 1860, faite dans le cadre net de M. Rouher, en dehors de la France (Applaudissements à gauche), a conservé une protection de 10 0/0 aux produits faits par M. Joubert. Aujourd'hui que nous sommes obligés de frapper les produits agricoles, pourquoi leur refusez-vous la compensation d'un droit sur les produits étrangers? Cette compensation c'est leur vie. (Très-bien! à droite.)

Une voix à gauche. — C'est la guerre sociale. (Rumeurs à droite.)

M. Pouyer-Quertier. — Comment, la guerre sociale, lorsque je demande l'égalité pour tous?

Je me résume: l'impôt sera jeté par les intermédiaires; il pèsera très peu sur le consommateur, il sera perçu régulièrement, ne nuira pas à l'industrie, puisqu'il lui sera rendu à l'exportation. Il nous fait des ressources certaines pour libérer le territoire, et cela ce n'est pas avec des éventualités.

J'ai pu prendre des engagements à Berlin, parce que vous m'en avez donné les moyens, et aujourd'hui les engagements sont assurés jusqu'au 1^{er} mai. Avec cette question, on a cherché à agiter le pays, pour faire de l'opposition à l'homme qui a consacré sa vie à l'industrie. Je respecte les opinions de mes collègues, je demande qu'on respecte les miennes.

Ce que nous proposons pour les textiles, c'est le système qui marche si bien pour l'industrie des fers.

On vous a parlé d'inquisition. Ceux qui ont tenu ce langage n'ont jamais été à la douane.

Les douanes en Angleterre sont beaucoup plus sévères que les nôtres... Oui, M. de Lasteyrie.

La douane vérifie sans inquisition, et elle sait bien quand elle a à faire à des hommes honorables.

Je termine en vous affirmant que nous avons voulu affaiblir l'impôt: nous vous avons demandé des impôts proportionnels aux besoins, à la consommation, à la fortune de chacun.

On vous avait proposé l'impôt sur les factures. Mais il pèsera sur le petit commerçant, et n'atteindra jamais le grand. Cet impôt sur les factures ne donnerait pas lieu à restitution et vous arrêteriez l'exportation.

Dans les conditions que nous vous proposons, l'industrie prospérera, et vous aurez les ressources qui nous sont nécessaires pour affaiblir le territoire. (Applaudissements à droite.)

M. Baudot paraît à la tribune. Voix: A demain!

M. Baudot. — Je demande qu'on renvoie la discussion à demain.

M. Germain. — Je ne veux pas faire un discours à cette heure; je veux seulement préciser la question. Nous voulons donner à l'Etat le moyen de payer sa dette: pas de contestations sur ce point. La Chambre et le gouvernement ne peuvent voter que ce qui est possible. Or, je soutiens qu'à cette heure vous ne pouvez voter plus de 488 millions.

Le gouvernement vous a fait des propositions de dépenses et de recettes.

Depuis huit jours seulement, vous avez nommé une commission. (Bruits à droite.)

Vous ne pouvez voter les recettes sans avoir examiné la dépense. (Bruits.)

Voix. A demain!

Vous ne pouvez saisir votre commission des recettes avant d'avoir voté les dépenses. (Bruits à droite.)

Ce que vous pouvez voter maintenant, c'est 488 millions: pour le reste, vous ne pouvez prendre d'autre voie que de renvoyer à votre commission du budget de 1872. (Bruits à droite.)

Je prétends qu'il y a des impôts qui ne peuvent être votés ni perçus cette année; ainsi, vous ne pouvez voter les tarifs sans qu'une commission les ait examinés.

Le gouvernement et vous, vous avez regretté que les tarifs de 1860 eussent été votés précipitamment.

Eh bien! On a mis alors deux mois! Serrez-vous moins soucieux?

Je dis donc que vous ne pourriez rien percevoir cette année avec les tarifs de douane.

M. Thiers. — C'est une erreur. (Bruits.)

M. Germain. — S'il est démontré que les tarifs doivent être élaborés avec les parties intéressées, croyez-vous que votre commission aura fait son travail dans trois mois? Pour accélérer le travail, je suis d'avis que vous décidiez que la même commission sera saisie du budget de 1873. (Bruits.)

Voix: A demain!

M. Thiers. — L'honorable préopinant a voulu préciser la situation; je viens essayer de la préciser après lui. Il y a deux choses à faire: il y a un principe à voter (Bruits.) et, après, les tarifs qui font l'application de ce principe. C'est l'ordre logique: le principe d'abord.

Une fois le principe voté, nous croyons indispensable que l'Assemblée nomme une commission spéciale pour les tarifs.

Il y a un autre avantage, c'est de ne pas renouveler une discussion qui agite le pays et arrête les affaires.

Si l'avis du préopinant était adopté, il faudrait recommencer dans trois mois.

Si vous attendiez le jour où vous auriez voté vos dépenses, c'est six mois peut-être. Il est de règle, je le sais, de voter les dépenses avant les recettes, mais en temps ordinaire.

D'ailleurs, il y a des dépenses incontestables. (Dénégations sur quelques bancs.) Il ne peut y avoir de contestation que sur la guerre et les 200 millions de la Banque. Pour la guerre, c'est une marge de 50 millions; pour les 200 millions de la Banque, si l'on veut faire cesser les paiements en papier et tenir les engagements, ils sont incontestables.

Il y a donc un fonds de dépenses certaines, et aujourd'hui c'est aujourd'hui la perception de l'impôt.

Ainsi donc, le principe est une commission pour les tarifs, et nous espérons qu'elle ha-

tera ce travail. J'affirme que quinze jours pourront y suffire. (Sensation.) Je supplie donc l'Assemblée de suivre cet ordre. Je vous supplie de terminer l'agitation du pays, agitation qui est naturelle. (Très bien! à droite.)

M. Chaudordy demande à présenter quelques observations sur un point de la discussion qui n'a pas été examiné.

Voix: A demain!

M. le président. — Il y a trois choses à faire: renvoyer la discussion à demain; la continuer, prononcer la clôture.

La discussion est remise à demain. La séance est levée à 6 heures. Vendredi, séance publique à 1 heure.

Dossier des écoles chrétiennes.

Quelques chiffres intéressants:

A Toulouse, les Frères côtoient à la ville 30,000 fr. par an, aujourd'hui les laïques lui coûtent 88,000 fr. par an.

A Lyon, les 68 écoles des Frères comptent 18,500 élèves; aujourd'hui, ces 68 écoles transférées à la Motte, ont à peine 4,000 élèves.

A Montpellier, 26 frères comptent 1.717 élèves et coûtent 18,900 francs; deux écoles laïques comptent 430 élèves et coûtent 8,000 fr.

A Béziers, 3 écoles chrétiennes élèvent 825 enfants et reçoivent 9,000 fr., 2 écoles laïques réunissent ensemble 290 enfants et coûtent 6,800 fr.

Lodève possède des Frères qui élèvent 309 enfants avec un rétribution de 3,250 fr.; elle a aussi un instituteur laïque qui reçoit 60 enfants et 2,800 francs de traitement.

A Montagnac, les Frères ont 160 enfants et 1,800 fr. de traitement; l'école laïque a 150 enfants, et le maître touche 2,600 fr.

Donc nous trouvons l'enseignement donné par les Frères à 3,011 enfants avec une rétribution de 32,960 francs; tandis que le laïcisme élève 930 enfants et perçoit 20,000 francs.

Ces chiffres me paraissent assez éloquents: en voici maintenant d'autres non moins précieux: — concours annuels dans les écoles primaires de la ville de Paris pour l'obtention des bourses aux écoles supérieures Turgot, Chaptal et Colbert. Année 1871, c'est-à-dire année privilégiée par les écoles Motte-Bouvalet, année toute remplie de tracasseries pour les Frères; cependant sur 856 bourses, les Ecoles chrétiennes en ont obtenu 711; les écoles laïques 145, et encore presque toutes dans les rangs inférieurs.

Où est l'ignorance? — (Revue de l'Enseignement chrétien.)

Algérie.

Les renseignements officiels qui suivent donnent la situation des provinces d'Alger, d'Oran et de Constantine, à la date du 13 janvier.

Province d'Alger. — La situation politique et matérielle du Tell n'a point subi de modifications.

Dans le Sud, la défaite de Si Kadour ben Hamza a jeté, parmi les bandes insurrectionnelles, un désarroi complet; les Ouled Mokran et Nasseur ben Chohra seraient définitivement en route pour la Tunisie. Leur éloignement a produit le meilleur effet dans les Ksours.

La colonne mobile de Laghouat a quitté Berzina, elle va parcourir le Mzab et se diriger vers Goléah, pour fermer la route du Touat aux rebelles qui voudraient s'y réfugier.

Province d'Oran. — Le calme se rétablit promptement dans toute la division. Les pluies, qui sont tombées cette semaine avec une violence extrême, ont interrompu sur beaucoup de points les labours ainsi que le service des courriers.

Les nouvelles du Maroc confirment la conclusion de l'arrangement présenté entre les Espagnols et les Montagnards du Rif.

La colonne mobile de Geryville effectue son mouvement de retour, en ramenant les prises de nos gours. Les tribus sahariennes, qui avaient fait défection et suivi les Ouled sidi Cheikh en 1864, rentrent peu à peu sur leur territoire depuis la fuite de Si Kadour ben Hamza.

On n'a point encore de renseignements précis sur la direction qu'il a prise; on sait seulement que Si Lala s'est mis en relations avec des personnages importants de Laghouat et serait disposé à envoyer des offres de soumission.

Province de Constantine. — La réorganisation est sur le point d'être achevée dans la région tellienne, et la campagne agricole ne donne plus de préoccupations sérieuses. Les labours se poursuivent dans d'excellentes conditions, et les tribus pauvres ont reçu des semences en qualité suffisante pour se procurer les ressources nécessaires à leurs besoins et au paiement de la contribution de guerre.

La colonne du général de Lacroix a réduit Ngoussa à l'obéissance et est déjà arrivée à Ouargla. Ses éclaireurs ont occupé l'oasis par surprise dès le 3 janvier et ont arrêté le khalifa de Bou Choucha. La mort de ce marabout est officiellement démentie.

La présence de nos troupes, en forçant ses derniers partisans à se retirer précipitamment, a suffi pour rétablir le prestige de notre autorité, méconnue dans ces contrées depuis plus d'un an.

L'Etoile belge publie les renseignements suivants dont nous lui laissons la responsabilité, mais qui offrent un trop grand intérêt pour que nous nous abstenions de les reproduire:

« Depuis qu'on a vu la presse n'a eu que trop souvent l'occasion de s'occuper de l'établissement d'aliénés d'Evreux devenu si tristement célèbre. Nous n'avons pas besoin de rappeler à nos lecteurs la scène sanglante dont la maison fut le théâtre et à la suite de laquelle succombèrent deux malheureux aliénés, maltraités par celui qui était chargé de les surveiller. L'autorité, hésitante jusqu'alors, prit enfin le parti de faire évacuer l'établissement où les malheureux, privés de raison, ne jouissaient d'aucun des soins qu'exige leur situation si douloureuse et si digne d'intérêt.

« Depuis M. Heyvaert, procureur du roi, qui, dès son entrée en fonctions, avait pris à cœur le devoir que lui impose la loi à l'égard des maisons d'aliénés, avait poursuivi ses investigations et dirigeait lui-même l'enquête judiciaire.

« Nous ignorons tout ce que cette enquête a produit jusqu'ici, mais il est venu à notre connaissance un fait tellement inouï que nous nous sommes refusés à y ajouter foi tout d'abord, et ce n'est qu'après nous être assurés de son exactitude que nous nous décidâmes à le livrer à la publicité.

« En faisant, il y a quelques jours, une nouvelle visite dans cet établissement, M. le procureur du roi aperçut une porte dont l'existence ne lui avait pas été signalée. Il se fit ouvrir cette porte et se trouva en présence d'un homme couché dans un lit. Il paraissait de grande taille. Son visage, aux traits réguliers, était orné d'une longue barbe blanche; il était calme. Seul son regard, qui avait cette expression vague propre à ces malheureux, indiquait qu'on se trouvait en présence d'un fou. M. le procureur du roi s'étant enquis de la raison pour laquelle on lui avait jusqu'alors caché l'existence de ce pensionnaire, apprît bientôt l'affreuse vérité.

L'infortuné avait subi l'amputation des deux pieds!... Il s'était trouvé dans une situation identique à celle qui a motivé, dans le courant de l'année dernière, le renvoi d'un des directeurs de la maison devant le tribunal correctionnel. Faute de soins, le pauvre fou avait eu les deux pieds gelés, la gangrène s'y était mise et finalement on avait dû recourir à l'amputation.

Tout cela avait été caché à la justice, et ce qui ajoute encore à la gravité de ce fait, c'est que le registre qui doit renseigner les maladies dont les aliénés sont atteints ne fait pas mention de l'opération dont nous venons de parler.

La justice est saisie de tous ces faits, et l'on peut être assuré qu'ils ne resteront pas impunis.

ROUBAIX

ET LE NORD DE LA FRANCE

Le maire de la ville de Roubaix, préviens les contribuables qui, malgré les poursuites par commandement exécutées contre eux, ne se sont pas libérés, que le porteur de contraintes va procéder immédiatement par voie de saisie.

Roubaix, le 19 janvier 1872.

On lit dans le Courrier du Pas-de-Calais:

M. Levert, député du Pas-de-Calais, malgré de graves préoccupations de famille, vient de se rendre à son poste.

Nous recevons avec prière de la reproduire, la circulaire qu'il adresse aux électeurs du département:

« Arras, 16 janvier 1872.

« Electeurs du Pas-de-Calais, « Des liens intimes de souvenirs et d'affection m'unissent au Pas-de-Calais: vous venez de les resserrer en m'appelant, par plus de 74,000 suffrages, à l'honneur de vous représenter. Mon premier devoir est de vous exprimer ma sincère et profonde reconnaissance. Vous avez mis votre confiance en moi, elle ne sera pas trompée; je comprends les obligations que m'impose le mandat dont vous m'avez investi; les longues années que j'ai passées au milieu de vous m'ont appris à connaître vos opinions et vos intérêts; en toute occasion je saurai les défendre.

« L'élection du 7 janvier a prouvé une fois de plus la force du vrai parti conservateur dans le Pas-de-Calais; n'oublions jamais la victoire que nous venons de remporter; restons unis, serrons nos rangs et que les luttes à venir nous retrouvent tous à notre poste de combat: ce que nous voulons ensemble, c'est relever les ruines morales et matérielles qui jettent le sol de notre malheureuse patrie, c'est assurer la stabilité des institutions en les fondant sur la libre expression de la volonté nationale.

« Je poursuivrai ce but avec persévérance mais aussi avec le calme et la modération qui font la véritable force.

« J'aurai de plus à m'occuper des questions qui intéressent notre département; quand il s'agira de les défendre, venez à moi, avec la confiance qui m'a inspiré quand je me suis adressé à vous: le député sera aussi accessible à ses électeurs que l'ancien préfet l'était à ses administrés.

« LEVERT, « Député du Pas-de-Calais. »

Nos lecteurs n'ont point oublié le jugement du tribunal correctionnel de Lille, lequel, dans sa séance du 22 décembre 1871, avait condamné à 15 jours de prison et à 500 francs d'amende M. l'avocat Giraud, reconnu coupable de diffamation envers M. Georges Brame.

M. Giraud en avait appelé de cette décision devant la Cour de Douai.

Or, le Cour a rendu, hier, son arrêt sur cette affaire par une délibération conforme aux conclusions de M. l'avocat général Bagnieris.

Elle a déclaré que s'il n'était pas établi que, postérieurement au duel, Giraud eût continué le délit de diffamation, il n'en était pas moins certain qu'il ne l'avait pas empêché et, approuvant les motifs des premiers juges, a mis l'appel à néant et confirmé purement et simplement le jugement de 1^{re} instance.

M. Giraud reste donc condamné à 15 jours de prison; à 500 fr. d'amende, aux frais de l'appel, et à l'obligation de faire insérer ce jugement dans tous les journaux de Lille.

Des médailles d'honneur viennent d'être décernées aux personnes dont les noms suivent:

Charles Duthoit, garde du canal de Roubaix, 13 juin et 28 juillet 1871 & a

sauvé deux personnes en danger de se noyer. Titulaire d'une médaille de 2^e classe.

Isidore Devligre, sapeur-pompier, à Roubaix, 8 novembre 1871: s'est particulièrement distingué dans un incendie. A sauvé deux enfants.

Nous apprenons que l'autorté a bien voulu ratifier les statuts de la société de tir à la carabine, créée à Roubaix, sous la dénomination de Cercle des Carabiniers roubaixiens.

Les secrétaires sont priés de se rendre lundi prochain, 22 courant, à 8 heures du soir, à l'hôtel des pompiers, pour la constitution définitive de la société.

La commission provisoire fait également appel à toutes personnes n'ayant pas encore signé, mais désireuses de faire partie du cercle.

Un arrêté du préfet du Nord, sur les propositions du comité central de vaccine, accorde les récompenses suivantes aux vaccinateurs qui ont montré le plus de zèle pendant les années 1869 1870.

Nous remarquons les noms suivants: Médailles d'argent de 1^{re} classe. — Roubaix. — Henri Carpentier, officier de santé; — Dames Millescamps et Mélanie Vanderpoest, sages-femmes.

Médailles d'argent de 2^e classe. — Roubaix. — Dames Moulon et Vuylsteke-Vermandre, sages-femmes.

Faits Divers

— C'était dans une ville assez importante de la République française — on ne dit pas laquelle.

Le préfet ou le sous-préfet de l'endroit rendait ses visites du Jour de l'An.

Or, notre préfet — nous voulons dire le préfet dont nous parlons — n'était pas précisément un homme de bonnes manières. Il n'avait jamais guère fréquenté, en fait de salons, que les cantines du régiment et les brasseries du lieu.

Aussi cette besogne lui répugnait-elle assez fort; mais c'était une besogne absolument nécessaire, et l'on s'exécutait de bonne ou de mauvaise grâce, p'u importe.

Notre administrateur — toujours le préfet dont nous parlons — présente donc chez un des principaux banquiers de la ville. Il est introduit dans le salon.

Il y avait nombreuse réunion de dames. On accueilli M. le préfet avec un grand silence; ce qui redoubla l'embarras, déjà très grand, de celui-ci.

Quelle contenance tenir? se dit-il. Où mettre mes mains, où mettre mes pieds, où mettre ma personne, en un mot?

Il s'assied pourtant, balbutie quelques phrases bassées, tourmenté d'une main sa cravate de satin blanc semée de pois bleus ou violets, tourne et retourne ses gants couleur cacao.

On avait assez envie de sourire; mais la politesse arrêta sur toutes les lèvres le moindre signe qui aurait pu paraître inconvenant.

Le supplice devenait intolérable pour le malheureux préfet; il était là comme dans un étou. Il se leva enfin et se retira mais à reculons, pour ne pas tourner le dos, comme un dompteur sortant de la cage aux lions, et... va se heurter contre un guéridon chargé de porcelaine.

Patatras! préfet-guéridon et vaisselle roulent avec fracas sur le parquet.

Tableau! — Voici d'après les journaux de Boulogne le produit de pêche en 1871:

	fr.	c.
Merée fraîche,	1,586,980	90
Harengs frais,	4,964,822	83
Mo. ue salée,	499,523	27
Maquereau salé,	564,843	00

Totaux de 1870,	7,616,174	00
— 1869,	4,705,518	41
— 1868,	6,811,242	36
— 1867,	6,603,260	33
— 1866,	6,288,128	17

— L'Echo du Cher annonce que samedi, vers neuf heures du matin, un tremblement de terre s'est fait sentir à St-Amaud et probablement dans beaucoup d'autres localités voisines.

Dans divers quartiers, dit l'Echo, notamment à la Grenouillère et vers la Halle, la commotion a été très-forte on dit qu'au collège les tables ont remué comme si elles voulaient se renverser; à côté, quelques personnes sont sorties pour regarder si leurs maisons n'étaient pas lézardées.

« La secousse était accompagnée d'un fort roulement semblable à celui d'une voiture très-lourde passant sur le pavé. A part quelques verres brisés, nous n'avons pas entendu dire qu'il y ait eu quelque accident à déplorer.

— On lit dans le Progrès de Charleroi: « Voici les nouvelles que nous recevons ce matin de divers points de notre bassin: « La grève semble vouloir continuer encore aujourd'hui aux charbonnages de la Marue, au Chaudmoucau et au Bois d'Heigne. Cependant, un grand nombre d'ouvriers manifestent le désir de reprendre leur travail, voyant que les promesses de secours qu'on leur avait faites ne se réalisent pas.

« On travaille avec beaucoup d'ouvriers aux charbonnages de Faluée, Courcelles-Nord, Nord de Charleroi et Borda. Les mineurs n'ont rien à faire de ce côté.

« La tranquillité règne dans le canton de Gosselies. L'Internationale a tenu hier, un meeting dans lequel un orateur a déclaré que c'étaient les ouvriers qui avaient voulu la grève et que cette société n'était pour rien là-dedans.

— Voici le moment de trembler: Un savant italien, l'astronome Giovanni Castro, annonce la fin du monde pour le 11 janvier 1877.

C'est une comète qui doit anéantir, par sa rencontre, notre malheureuse planète. Il paraît que nous serons asphyxiés d'abord, e

ETAT-CIVIL DE ROUBAIX.

— NAISSANCES

16 janvier. — Albert Boudaux, au Cul de Four. — Albert Leloir, rue d'Alma. — Donat Pennet, rue Décrème. — Henri Delannoy, rue d'Arcole. — Anna Blomme, rue de la Croix. — Carlos Wacrenier, rue de l'Ommelet. — Elodie Grau, rue du Vi il Abrevoir. — Marie Valcke, au Pile.

17 janvier. — Gustave Defoort, au Fontenoy. — Emile Nollet, rue de l'Union. — Victor Vanuxem, rue du Collège. — Marie Cazier, rue St Maurice. — Joséphine Paul, rue de Soubise. — Henriette Boere, rue de la Paix. — Augustin Deregnaucourt, aux 3 Ponts.

18 janvier. — Désiré Vermaeke, rue de l'Allouette. — Louis Deraché, au Tilleul. — Céline Roumaux, à la Poterie. — Elvire Laes, rue de Mouveaux. — Victor Dewer, rue du Moulin de Roubaix. — Casimir Preux, rue de la Promenade.

— DÉCÈS

16 janvier. — Adèle Flamencourt, 9 mois, rue de Mouveaux. — Victor Dign, 1 an, rue du 1^{er} Français. — Arthur Hourge, 9 mois, au Tilleul. — Victor Coustet, 4 ans, rue du Bassain. — Elisa Delbecq, 52 ans, m^{re} rue de Blanchemaille. — Maria Bedu, 1 jour, rue de Mouveaux. — Palmyre Heibols, 1 an, rue de l'Ommelet.

17 janvier. — Malvina Leroy, 1 mois, rue de la Vigne. — Achille Huyghe, 63 ans, tisserand, rue de la Vigne. — Delort, présenté sans vie, au Fontenoy. — Alophonse Lepoutre, aux 3 Ponts. — Grisagelle, présentée sans vie, rue de l'Allouette. — Prudence Vandevenne, 23 ans, tisserand, à l'Hôpital. — François Vandekerchove, 58 ans, manoeuvre, à l'Hôpital. — Louis Tahon, 3 mois, au Pile. — Georges Carton, 4 mois, rue de la fosse aux Chènes.

18 janvier. — Cyriaque Destombes, 58 ans, journalier, aux Petites Sours. — Zélie Burie, 6 ans, journalier. — Hospice. — Sidonie Schaulé, 10 mois, au Fontenoy. — Elisa Roland, 2 ans, rue des Filatures. — Louise Lannens, 3 mois, rue Décrème. — Louis Evrard, 4 mois, à l'Hôpital. — Auguste Gache, 11 mois, au Fontenoy.

Commerce

Havre, 19 janvier 1872 (Dépêche de MM. Kablé Boswillwald et C^e, représentés par M. Bulteau-Desbonnets.)

Marché calme mais ferme comme hier, Liverpool, 19 janvier 1872 (Dépêche de MM. Kablé Boswillwald et C^e, représentés par M. Bulteau-Desbonnets.)

Ventes 15,000 b.; disponible ferme, livrable renchérissement. Recettes, sixième jour; 13,000 b.

BOURSE DE PARIS

du 19 Janvier	
Rente 3 p. %	56 45
— 4 1/2 p. %	83 20
Nouvel emprunt	91 30

EN VENTE

CHEZ J. REFOUX, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, 4, RUE NAIN, 4

ALMANACH DE ROUBAIX

PRIX: 15 Centimes

les gérures des mains, des lèves, les engelures, et l'écrouilles, en employant la CRÈME SIMON, de Lyon. — Se méfier des contrefaçons.

Dépôt à Roubaix, dans les pharmacies Coille; à Lille, Bruneau. 1619

POUR ÉVITER LES CONTREFAÇONS

CHOCOLAT - MENIER. IL EST INDISPENSABLE D'EXIGER le véritable nom 1700

PARIS-JOURNAL

2, RUE TAVART, 2

ne coûte pour Paris et les Départements, que

40 fr.

tandis que les journaux semblables coûtent

64 fr.

Il offre à ceux de ses lecteurs qui voudraient dépenser cette même somme de 64 fr. 1^{re} PRIME pour 13 francs franco au lieu de 25:

FROU-FROU, gazette hebdomadaire, splendidelement illustrée par Morin, Hadj Lemut, Sévin

2^e PRIME pour 7 francs au lieu de 15: LE MUSÉE DES FAMILLES, la plus ancienne et la plus renommée des publications pittoresques; pour 7 francs l'année courante et un volume, au choix du souscripteur, à prendre dans la collection.

Ce volume ne pouvant se fractionner, les abonnés de trois mois devront ajouter 1 fr. 50 et ceux de six mois 1 franc au prix de leur abonnement.

3^e PRIME pour 5 francs au lieu de 7, 20, LES MODES VRAIES, véritable moniteur de la toilette, destiné aux femmes de goût et d'élégance honnête, et donnant les patrons et les dessins nécessaires aux travaux de famille.

Contre l'envoi d'un franc en timbres-poste on recevra Paris-Journal pendant huit jours.